

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMPLUS EU

6, Avenue du VAL
78520 Limay

Références : [M2025D2898](#) – [HÉLIOS: 63085](#)
Code AIOT : 0006520506

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement IMPLUS EU implanté 6, Avenue du VAL 78520 Limay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPLUS EU
- 6, Avenue du VAL 78520 Limay
- Code AIOT : 0006520506
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPLUS EU exploite un entrepôt de stockage de deux cellules de 6 000 m² pour le stockage de produits combustibles et de polymères.

L'exploitant IMPLUS EU est autorisé à exploiter ses installations de LIMAY par AP d'enregistrement n°2016-40397 du 2 décembre 2016 :

- Rubrique 1510-2 : 2 cellules, 19 690 tonnes pour un volume d'entrepôt de 149 098 m³
- Rubrique 2663-2b (pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères) : 2 cellules, volume stocké 35 702 m³

Les enjeux principaux pour ce type d'installation sont les risques d'incendie, et de pollution des eaux et des sols en cas d'incendie.

L'établissement est situé dans une zone industrielle dense, à proximité des routes départementales n°145 et 190, de l'autoroute A13, de la gare de Limay et du port autonome de Paris à Limay.

Les premières habitations se situent à 15 mètres à l'ouest des limites de propriété.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens incendie (poteau d'aspiration)	AP de Mise en Demeure du 06/10/2023	Liquidation partielle d'astreinte	0 jour
6	Conditions de stockage aérosols	AP Complémentaire du 20/06/2024, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Bâche à eau	AP de Mise en Demeure du 07/06/2024, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 9	Demande d'action corrective	1 mois
9	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 11	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier de conformité	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Accessibilité des services de secours	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
3	Consignes vanne d'isolement	AP de Mise en Demeure du 14/08/2020	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
5	Interdiction rubrique 4320	AP Complémentaire du 20/06/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé un certain nombre d'actions correctives qui permettent de lever les points de mise en demeure correspondants et de liquider les astreintes en cours sur ces points.

L'exploitant doit toutefois encore s'assurer de la conformité des poteaux d'aspiration de la bâche à eau incendie et régulariser l'emplacement de celle-ci. Ce point est un enjeu essentiel pour le fonctionnement du site car sans la régularisation de la bâche et la conformité des poteaux d'aspiration, il manque 240 m3 d'eau pour la protection incendie de l'installation.

Post-inspection : la communauté urbaine a indiqué avoir réalisé les aménagements nécessaires pour que les services de secours puissent accéder à la bâche à eau de la société IMPLUS par une voie externe au site. L'exploitant doit encore réaliser des travaux de mise en conformité à déterminer avec les services de secours : la bâche a été implantée pour un accès par les voies interne du site alors

qu'elles ne doivent pas être empruntées car situées dans des flux thermiques de 8 kW/m².

L'exploitant doit rapidement transmettre les éléments demandés par l'inspection dans le cadre de l'instruction de son dossier de porter à connaissance (relatif à la bâche à eau - réserve incendie).

L'inspection a constaté que l'exploitant ne respecte pas ses engagements et les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2024 sur les conditions de stockage des aérosols.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de conformité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de conformité
Prescription contrôlée : La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé :- article 1.1, en transmettant à l'inspection des installations classées un dossier de conformité de ses installations à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et au dossier d'enregistrement déposé le 28 juin 2016 et complété le 29 août 2016 Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 : Article 1er La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit : - 10 €/jour (dix euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 100 € (cent euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en transmettant à l'inspection un dossier de conformité des installations ;
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection par e-mail du 6 février 2025 et du 12 mars 2025, les justificatifs de la réalisation du dossier de conformité mais sans envoyer le dossier de conformité. L'inspection constate, parmi les pièces justificatives fournies, que le dossier de conformité a été envoyé à l'exploitant le 22 août 2024 et que cette mission a été facturée le 30 août 2024. L'inspection a constaté le 9 septembre 2025 la mise à disposition du dossier de conformité par l'exploitant. L'exploitant a indiqué réaliser un tableau de suivi pour la remise en conformité des points soulevés comme non conformes par le dossier et le mettre à jour deux fois par mois. L'inspection a pu consulter ce tableau de suivi à la date de l'inspection. L'exploitant indique avoir traité tous les points sauf la conformité de la bâche à eau (réserve incendie) qui fait l'objet d'un porter à connaissance. L'inspection signale à l'exploitant de vérifier le point concernant la présence des vannes manuelles pour l'isolement des bassins de rétention des eaux incendie, indiquées comme étant dans les flux thermiques. En effet, la vanne manuelle côté nord n'est pas positionnée comme sur le plan du dossier initial de demande d'enregistrement et pourrait être située dans les flux thermiques donc non accessible en cas d'incendie. L'exploitant indique que, d'après les dernières simulations Flumilog, la vanne n'est pas dans les flux thermiques d'un éventuel incendie. L'inspection constate en effet que, sur les dernières

simulations fournies dans le dossier de porter à connaissance, la vanne est en dehors des flux thermiques. L'inspection note que la simulation a été réalisée avec un stockage réduit par rapport au dossier initial d'enregistrement. Cependant, l'inspection constate sur site que des racks ont été rajoutés dans la cellule A par rapport au dossier de modification déposé : il semble que les dernières simulations thermiques ne sont pas cohérentes avec la réalité du stockage présent.

L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est actuellement autorisé à stocker les quantités indiquées dans les simulations thermiques fournies dans le dossier d'enregistrement, dans les conditions précisées par celui-ci.

Ainsi, soit l'exploitant souhaite stocker dans les conditions du dossier initial et doit donc modifier l'emplacement de la vanne d'isolement pour qu'elle se trouve en dehors des flux thermiques du dossier initial, soit l'exploitant porte à la connaissance du préfet une modification de ses conditions de stockage en vérifiant, par une simulation des effets thermiques correspondant à ces nouvelles conditions envisagées, que l'emplacement de la vanne d'isolement est compatible (se situe en dehors) avec les flux thermiques de cette nouvelle configuration (une telle configuration semble déjà en place, sans toutefois disposer de l'autorisation requise, ni même avoir informé le Préfet)

L'inspection indique à l'exploitant que le point concernant la localisation, dans le local TGBT, des boutons d'actionnement automatique de la vanne d'isolement ne peut pas être résolu en considérant simplement que l'accès à ce local peut être désactivé à distance. En effet, l'inspection rappelle à l'exploitant que seules les personnes habilitées peuvent entrer dans un local TGBT, et que les services de secours ne rentreront pas dans le local TGBT pour actionner les vannes d'isolement. L'exploitant indique que les membres de son personnel chargés d'actionner les vannes d'isolement ne sont pas habilités pour entrer dans les locaux électriques.

L'inspection constate lors du test de fermeture/ouverture de la vanne d'isolement placée au nord qu'une position « auto » existe mais l'exploitant ne sait pas à quel fonctionnement cela correspond.

L'exploitant communiquera à l'inspection la solution retenue et le planning envisagé pour un retour à la conformité sur ce point.

L'inspection a pu consulter l'attestation de non ruine en chaîne et le plan des réseaux complet du site.

L'inspection a pu constater que l'exploitant a réalisé les travaux nécessaires pour que les accès aux cellules soient conformes à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Conclusion : l'exploitant dispose bien d'un dossier de conformité et a établi un tableau de suivi afin de suivre les points pour un retour à la conformité rapidement.

L'exploitant a mis en place des actions afin de traiter un certain nombre de points.

Le point concernant le dossier de conformité de la mise en demeure du 14 août 2020 est respecté.

L'inspection propose de liquider totalement l'astreinte administrative à la date du 22 août 2024, date de réception du dossier de conformité, soit 199 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024).

L'exploitant doit néanmoins transmettre, dans un délai de trois mois, à l'inspection la dernière mise à jour du tableau de suivi ainsi que les solutions envisagées avec un planning pour les deux points mentionnés ci-dessus (emplacement de la vanne manuelle d'isolement et positionnement des boutons automatiques des vannes d'isolement dans le TGBT).

Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure, demande d'action corrective

N° 2 : Accessibilité des services de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des services de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société IMPLUS EU [...] est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : [...] - article 3.1, en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;</p> <p>Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 :</p> <p>Article 1er</p> <p>La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit :</p> <p>[...]</p> <p>- 50 €/jour (cinquante euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 150 € (cent-cinquante euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en mettant en place des consignes précises pour l'accès des secours au site à tout moment de la journée ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par e-mails du 6 février 2025 et 12 mars 2025 des justificatifs concernant la réalisation du plan de défense incendie (PDI) du site. L'exploitant a indiqué avoir eu une première version du PDI le 22 avril 2024 et qui a ensuite fait l'objet de plusieurs mises à jour. L'inspection a pu constater la signature du devis, la facturation du PDI et la bonne réalisation du PDI.</p> <p>L'inspection a constaté que le PDI contient bien les consignes d'accès pour les services de secours.</p> <p>L'exploitant a cependant indiqué dans son PDI que l'accès secondaire est condamné par la mairie alors qu'il est désormais à nouveau accessible (sous réserve de la validation du SDIS des conditions d'accessibilité pour les véhicules de secours).</p> <p>De plus, l'inspection a constaté sur site que l'exploitant a condamné physiquement (tuyau coupé et condamné) l'arrivée de gaz sur site. La présence de gaz est indiquée dans le PDI fourni à l'inspection.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à mettre à jour son PDI dès qu'une évolution intervient.</p> <p>Conclusion : l'exploitant a fait réaliser un plan de défense incendie pour son site permettant de respecter le point de la mise en demeure du 14 août 2020 concernant les consignes d'accès pour les services de secours.</p> <p>L'inspection propose de liquider totalement l'astreinte administrative à la date du 22 avril 2024, date de réception du plan de défense incendie, soit 77 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/08/2020
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes d'isolement
Prescription contrôlée : Article 1er La société IMPLUS EU dont le siège social est situé 2 rue Gustave Eiffel à Porcheville (78440), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et de polymères situé sur la commune de Limay (78 520) - 6 avenue du Val, est mise en demeure de respecter, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, les prescriptions des articles suivants de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 susvisé : [...] - article 11, en mettant en place : <ul style="list-style-type: none">- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ; [...] Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 26 juin 2023 : Article 1er La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement à la même adresse d'une astreinte journalière de 130 € (cent-trente euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis de 600 € (six cents euros) dont les montants sont répartis comme suit : [...] - 50 €/jour (cinquante euros) pendant quatre-vingt-dix jours puis 150 € (cent-cinquante euros) jusqu'à la satisfaction du respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 14 août 2020 en mettant en place : <ul style="list-style-type: none">- un marquage dans les bassins de rétention permettant de connaître en permanence les volumes disponibles pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sur le site ;- un affichage clairement visible des vannes d'isolement du site ;- des consignes écrites pour l'entretien et le fonctionnement des vannes d'isolement ;
Constats : L'exploitant a transmis par courriels du 6 février 2025 et du 12 mars 2025, les justificatifs concernant l'établissement de la consigne pour l'entretien des vannes d'isolement établie le 19 octobre 2024. L'exploitant avait transmis le justificatif concernant le marquage des bassins de rétention réalisé le 9 février 2024. L'exploitant avait transmis le justificatif concernant l'affichage des vannes d'isolement réalisé le 30 avril 2024. L'exploitant avait transmis le justificatif concernant les consignes pour le fonctionnement des vannes d'isolement établies le 30 avril 2024. L'exploitant respecte donc désormais l'ensemble des points permettant de lever la mise en demeure du 14 août 2020 (4ème point de l'article 1). <u>Conclusion</u> : il est proposé de liquider totalement l'astreinte administrative, exceptionnellement selon les modalités suivantes, compte-tenu des montants importants d'astreinte liquidés pour la société IMPLUS EU :

<ul style="list-style-type: none"> - pour le marquage des bassins : un montant journalier de 37,50 euros jusqu'au 9 février 2024, soit 4 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024) - pour l'affichage des vannes d'isolement : un montant journalier de 37,50 euros jusqu'au 30 avril 2024, soit 85 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024) - pour les consignes de fonctionnement des vannes d'isolement : un montant journalier de 37,50 euros jusqu'au 30 avril 2024, soit 85 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024) - pour les consignes d'entretien des vannes d'isolement : un montant journalier de 37,50 euros jusqu'au 19 octobre 2024, soit 257 jours depuis la date de fin de la dernière liquidation partielle d'astreinte au 5 février 2024 (arrêté préfectoral de liquidation partielle d'astreinte du 7 juin 2024)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

N° 4 : Moyens incendie (poteau d'aspiration)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/10/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Poteau aspiration
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er</p> <p>VII - La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié susvisé en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • transmettant à l'inspection des installations classées les procès-verbaux de réception des poteaux incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure et du poteau incendie sur pied ; [...] <p>Arrêté préfectoral d'astreinte administrative du 7 juin 2024 :</p> <p>Article 1er : La société IMPLUS EU dont le siège social est situé à Limay, 6 avenue du Val, est rendue redevable pour son établissement exploité à la même adresse d'une astreinte d'un montant journalier de 150 euros (cent cinquante euros) jusqu'à satisfaction des dispositions de l'article 1, point VII de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 6 octobre 2023 susvisé.</p> <p>Il est sursis à l'exécution de l'astreinte pendant un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté à la société IMPLUS EU. Lorsque la mise en œuvre est réalisée pendant cette période, aucun recouvrement ne peut être opéré. Dans le cas contraire, le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à la société IMPLUS EU.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le 16 mai 2024 le procès-verbal de réception conforme du poteau incendie (anciennement sur pied) signé par le SDIS en date du 2 mai 2024.</p> <p>L'exploitant a transmis par e-mail du 12 mars 2025 le procès-verbal de réception des poteaux incendie d'aspiration de la réserve d'eau extérieure indiquant la non-conformité des poteaux, signé par le SDIS en date du 26 août 2024. Les non-conformités relèvent de l'absence de signalisations au sol et verticales, de l'absence de tenons aux poteaux et de l'absence de dispositif de calage.</p> <p>L'exploitant a transmis par e-mail du 4 septembre 2025 un devis, deux factures et des photos des travaux réalisés pour remettre en conformité les poteaux d'aspiration et leurs aires d'aspiration.</p>

La facture finale transmise est datée du 3 juillet 2025.
L'inspection a constaté sur site la réalisation des travaux. L'exploitant indique avoir un rendez-vous le 18 septembre 2025 avec le SDIS pour constater la conformité des travaux réalisés.
Dans l'attente de confirmation que les travaux réalisés permettent l'obtention d'un PV de réception conforme par le SDIS, l'inspection propose une liquidation partielle de l'astreinte à la date de la facture finale des travaux soit au 3 juillet 2025.
<i>Post inspection : le SDIS a indiqué à l'inspection que des derniers travaux sont attendus pour pouvoir remettre un PV conforme. De plus, les travaux réalisés ne tenaient pas compte de l'inaccessibilité par les voies internes à la bâche à eau. Des travaux supplémentaires seront peut-être à prévoir.</i>
Proposition : liquidation partielle d'astreinte pour la période du 11 juin 2024 (date de notification de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 7 juin 2024) au 3 juillet 2025, soit 387 jours
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 0 jour

N° 5 : Interdiction rubrique 4320

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Interdiction 4320
Prescription contrôlée : L'exploitant, la société IMPLUS EU, est autorisé à poursuivre l'exploitation de son installation dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016. En particulier, il n'est pas autorisé à exploiter l'activité de stockage d'aérosols, relevant de la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), même pour des quantités d'aérosols supérieures ou égales à 15 tonnes mais inférieures à 150 tonnes, sans décision explicite de l'autorité compétente.
Constats : L'inspection a pu consulter l'état des stocks au jour de l'inspection. L'inspection y a constaté la présence de 10,67 tonnes d'aérosols relevant de la rubrique 4320 de la nomenclature ICPE, soit une quantité inférieure à 15 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de stockage aérosols

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant stocke les produits relevant la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE, dans des quantités strictement inférieures au seuil de la déclaration, uniquement dans des allées dédiées à leur stockage (allées BA, BB et BC). Deux allées sont laissées vides (allées BD et BE) entre les allées dédiées aux aérosols et les allées dédiées à d'autres matières combustibles afin de créer une séparation physique.

Ces conditions de stockage provisoires doivent être respectées jusqu'à la décision explicite de l'autorité compétente concernant l'exploitation de l'activité liée à la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE, lorsque l'exploitant en aura fait la demande argumentée, et dans une limite de deux ans maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'inspection a constaté dans l'état des stocks présenté la présence de 8,44 tonnes d'aérosols dans la cellule A et 2,23 tonnes dans la cellule B.

Les aérosols présents dans la cellule B sont désormais dans un emplacement nommé allée CA, isolé du reste du stockage car situé au niveau de la zone de préparation pour l'expédition.

L'exploitant ne respecte pas les conditions de stockage de l'arrêté préfectoral complémentaire. Des aérosols ont été constatés dans les deux cellules et en dehors de l'emplacement autorisé dans la cellule B.

Conclusion :

Proposition : mise en demeure (délai : 1 mois)

L'exploitant doit respecter les conditions de stockage de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Bâche à eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/06/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

La société IMPLUS EU sise 6 avenue du Val à Limay (78520), exploitant un entrepôt de stockage de produits combustibles et polymères à la même adresse, est mise en demeure de respecter les prescriptions l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016 susvisé, en :

- mettant en conformité sa réserve d'eau d'extinction incendie, dans le délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- mettant en œuvre des mesures compensatoires afin de disposer du volume d'eau d'extinction nécessaire en cas d'incendie, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance par courrier daté du 8 juillet 2024 pour régulariser l'emplacement de la bâche à eau du site.

Une demande de complément a été adressée à l'exploitant par courrier daté du 24 janvier 2025.

L'exploitant a transmis par e-mail du 20 juin 2025 une nouvelle carte des zones d'effets, sans explications supplémentaires et avec des effets différents de ceux présentés dans le porter à connaissance. L'exploitant n'a pas répondu aux demandes formulées par l'inspection des installations classées.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir des difficultés avec le prestataire réalisant le porter à connaissance afin de pouvoir répondre à l'inspection.

<p>L'exploitant a indiqué avoir contacté la mairie pour faire dégager la voie extérieure au site permettant d'accéder à la bâche à eau sans passer les voies internes exposées à des flux thermiques supérieurs à 8 kW/m². L'inspection a constaté effectivement que les blocs de pierre ont été décalés sur un côté de la route mais ne peut pas se prononcer sur l'accessibilité de la voie pour les services de secours.</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant a réalisé des travaux afin de répondre aux non-conformités soulevées sur le PV de réception des poteaux d'aspiration de la bâche à eau.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité d'un espace suffisant pour que les services de secours puissent faire demi-tour pour ressortir du site.</p> <p>Conclusion : l'exploitant n'a pas encore régularisé l'emplacement de la bâche à eau de son site mais a engagé les démarches nécessaires.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'accessibilité de la bâche à eau par les services de secours est un enjeu important pour le fonctionnement du site.</p> <p>L'exploitant doit fournir dans un délai d'un mois les compléments demandés.</p> <p>La mise en demeure ne peut pas être levée car la régularisation est en cours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9. Conditions de stockage</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de stockage à moins d'un mètre des parois, éléments de structure ainsi que de poutres de la toiture.</p> <p>Proposition : demande d'action corrective (délai : 1 mois)</p> <p>L'exploitant doit s'assurer de respecter une distance d'au moins un mètre entre le stockage et les parois et éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vannes de confinement
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Lors de la réalisation d'un test de bon fonctionnement d'une des deux vannes d'isolement du site, l'inspection a constaté que le témoin lumineux ne reportait pas l'état réel de la vanne. L'exploitant n'a pas su indiquer à l'inspection à quoi correspondait la position « auto » sur le boîtier de commande des vannes d'isolement. Conclusion : L'exploitant doit s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs d'isolement du site, notamment s'assurer que les témoins lumineux correspondent à la position réelle des vannes d'isolement et connaître le fonctionnement du mode automatique. L'exploitant doit compléter les consignes d'entretien et de mise en fonctionnement si cela est nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois